



Bureau d'Appui Régional à la mise en œuvre du projet d'Investissement pour la Résilience des zones côtière en Afrique de l'Ouest WACA ResIP, P162337

Consultant(e) en Sauvegardes sociales, Développement social et Genre, pour le compte du WACA BAR

I. CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Investissement pour la Résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP), l'Association Internationale de Développement (IDA) a signé avec l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) un accord de financement pour la mise en œuvre de la composante 1 du projet, relative à l'intégration régionale, ainsi qu'un accord de projet avec l'UICN.

Ainsi, l'UEMOA, qui assure la maîtrise d'ouvrage de la composante 1 sur l'intégration régionale du projet, a signé un accord subsidiaire avec l'UICN qui est ainsi chargée, en qualité de maître d'ouvrage délégué, de mettre en place et de coordonner le Bureau d'Appui Régional (WACA BAR) du projet. Cette Unité d'Appui du projet est basée dans les locaux de l'UICN à Dakar, au Sénégal.

L'objectif de développement du projet WACA ResIP, qui intervient dans six pays côtiers (Bénin, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal et Togo), est de renforcer la résilience des communautés et des zones ciblées du littoral ouest africain et de Sao Tomé et Príncipe. Dans cette perspective, le projet vise l'amélioration des capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation des six pays d'intervention. Les activités du projet sur les sites concernés dans ces six pays bénéficieront directement à environ 200 000 personnes qui vivent le long du littoral et en dépendent pour leurs moyens de subsistance. Le projet engage également des organisations régionales, à commencer par l'UEMOA, l'UICN, le Centre de Suivi Ecologique (CSE) de Dakar et le Secrétariat de la Convention d'Abidjan (ABC). D'autres organisations et projets régionaux pourront être engagés par la suite.

Le projet WACA ResIP consiste en une combinaison d'appui technique pour le développement d'une gestion intégrée et résiliente du littoral (composante 2), et d'activités d'investissement physiques et sociaux (composante 3) mis en œuvre au niveau national, ainsi qu'une composante 1 relative à l'intégration régionale. Entre autres, afin de renforcer la résilience socio-économique des communautés côtières les plus vulnérables, le projet financera dans chacun des six pays des sous-projets sociaux visant à fournir aux populations des sources de revenu durable, appuyant le concept de gestion durable des ressources et des milieux.

Les objectifs de la composante 1 (Intégration régionale), dont l'UEMOA et l'UICN ont la charge, sont les suivants :

- i. renforcer l'intégration régionale en matière de gestion intégrée du littoral ouest africain, à travers notamment la mise en œuvre des conventions et protocoles sur la gestion du littoral, l'opérationnalisation de l'observatoire du littoral, l'accroissement de la mobilisation des ressources financières et le développement de nouveaux instruments financiers pour la gestion durable du littoral ouest africain, le renforcement des capacités, et la communication ;

- ii. mettre en place un Comité Régional de Pilotage pour les activités d'intégration régionale, la coordination et la programmation des aspects régionaux des interventions au niveau des pays bénéficiaires ; et,
- iii. établir un Bureau d'Appui Régional (WACA-BAR) qui aide les pays dans la mise en œuvre des activités en matière de management et d'appui technique.

Le Bureau d'Appui Régional à la mise en œuvre (WACA BAR) du projet, abrité et géré par l'UICN, est chargé de la coordination technique de la composante d'intégration régionale. A ce titre, il appuie les pays bénéficiaires du projet dans la mise en œuvre des activités planifiées et assure :

- la facilitation de l'accès à une expertise de haut niveau ;
- le renforcement de la communication et des échanges de connaissances entre les pays ;
- la promotion des échanges des savoir-faire en ce qui concerne l'appui fiduciaire aux pays ;
- la coordination et la gestion de l'ensemble du système régional de suivi-évaluation du projet ; et
- l'évaluation des impacts globaux du projet au niveau régional.

Le WACA BAR appuie également la mise à l'échelle du projet et, suivant les demandes, accompagne les onze autres pays éligibles¹ à rejoindre le programme WACA afin de les préparer à recevoir les investissements prévus.

Le rôle principal du (de la) **Consultant(e) en Sauvegardes sociales, Développement social et Genre** du WACA BAR est de fournir un soutien technique aux spécialistes au niveau national sur les aspects sociaux. Elle/Il sera chargé(e) du renforcement des capacités et travaillera en étroite collaboration avec les Spécialistes en Sauvegardes sociales, Développement social et Genre des pays d'intervention du WACA.

II. RESPONSABILITES GENERALES

Placé(e) sous la supervision directe du Coordonnateur de WACA BAR, le/la **Consultant(e) en Sauvegardes sociales, Développement social et Genre** du WACA BAR est chargé(e) de :

- Fournir un soutien technique sur les aspects sociaux (sauvegarde sociale et développement social) aux niveaux national et régional ;
- Prendre en compte les questions de sauvegardes conjointement avec la Spécialiste en sauvegardes environnementales
- Assurer le renforcement des capacités des spécialistes en développement social et sauvegardes sociales, notamment au sein des UGP, et faciliter le transfert de connaissance et les échanges d'expériences
- Veiller à ce que les questions du genre, du développement social et des approches de participation des acteurs à la base soient prises en compte dans les différentes activités dans les pays

III. TACHES SPECIFIQUES

Coordination régionale

- Organiser la revue, du contenu et de la dimension sociaux, des activités nationales prévues dans les projets par pays et dans la composante d'appui à l'intégration régionale ;
- Collaborer avec les experts de la Banque mondiale et des partenaires institutionnels du projet, notamment l'UICN et l'UEMOA, pour améliorer la prise en compte de ses aspects, afin de promouvoir une vision partager d'un développement des zones côtières résilientes et inclusives.

¹ Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée, Liberia, Sierra-Leone, Ghana, Nigeria, Cameroun, Guinée Équatoriale, Gabon

- Appuyer la mise en place et le fonctionnement du Mécanisme Régional de Gestion des Plaintes et des Griefs et particulièrement les modalités de documentation, le suivi et le renforcement des capacités des points focaux au niveau national dans les UGP ;
- Appuyer l'élaboration de la stratégie Genre au niveau régional ;
- Faciliter la prise en compte de la dimension sociale et genre dans les autres initiatives régionales (comme l'observatoire du littoral)
- Préparer les rapports périodiques (mensuel, trimestriel, semestriel et annuel) sur l'avancement des activités de sauvegardes sociales (niveau d'exécution, contraintes, suggestions de solutions) ;
- Assurer la revue de la prise en compte des aspects de sauvegardes sociales, développement social et genre dans les différents rapports d'avancement ;
- Intégrer les aspects sociaux dans le rapportage général sur les impacts et l'état d'avancement des indicateurs du projet ;
- Exécuter toute tâche confiée par le Coordonnateur du WACA-BAR dans le cadre de ses fonctions.

Appui aux unités nationales

- Organiser des formations et ateliers de renforcement de capacités pour les UGPs (formation dédiée aux spécialistes nationaux et autres membres
- Etablir et animer un réseau des spécialistes sur les aspects sociaux dans les équipes pays, avec ses pairs au niveau des partenaires du projet ;
- Fournir des instruments modèles de bonne mise en œuvre des aspects de sauvegardes sociales ;
- Assurer le suivi des mécanismes nationaux de gestion des plaintes et griefs ;
- Veiller à ce que les politiques de sauvegarde sociales déclenchées par le projet et les instruments y relatifs soient mis en œuvre de manière appropriée dans tous les pays ;
- Assister les spécialistes des pays d'intervention du projet dans la rédaction des rapports de vérification de la conformité des aspects de sauvegardes sociales ;
- Apporter un soutien technique aux nouveaux pays dans la préparation des instruments de sauvegardes sociales, notamment la préparation des termes de référence, la revue des clauses des contrats, la revue des rapports produits par les spécialistes ;
- Fournir un soutien technique sur les autres aspects sociaux (sous-projets sociaux, développement social)
- Veiller à la prise en compte de l'approche participative et du genre dans l'analyse de situation, l'élaboration des plans nationaux et la mise en œuvre des activités du projet ;
- Conseiller les acteurs et partenaires du programme sur la promotion de la participation effective des femmes et des jeunes dans l'exécution du projet ;
- Assister les spécialistes des pays d'intervention dans la mise en œuvre des recommandations (relatives aux aspects de développement social et de sauvegarde sociale) des missions d'appui de la Banque mondiale à la mise en œuvre du projet ;
- Conjointement avec les spécialistes sociaux dans les pays, établir un système de suivi pour les risques relatifs aux aspects de sauvegardes sociales.
- Proposer un schéma d'analyser l'impact du projet sur le niveau de développement social et sur la prise en compte du genre.

IV. DUREE DE LA CONSULTATION ET ZONE D'INTERVENTION

La durée de la mission sera de six (6) mois renouvelable avec des déplacements réguliers dans les pays d'intervention du projet.

V. PROFIL ET QUALIFICATIONS DU CONSULTANT

Le consultant devra disposer des qualifications suivantes :

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire ou équivalent (minimum BAC +5) en Sciences sociales, ou sciences humaines ;

- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine des sauvegardes sociales de la Banque mondiale ou d'autres institutions, de la mobilisation sociale et/ou promotion du genre dont au moins 2 ans cumulés sur le terrain ;
- Avoir au moins 5 ans d'expérience pratique dans le domaine de la planification participative, de l'engagement citoyen et des approches genre ;
- Avoir 5 ans d'expérience dans l'élaboration et la mise en œuvre des instruments de réinstallation (cadre de procédure de réinstallation, plan d'action de réinstallation) et de restriction d'action d'accès aux ressources ;
- Avoir une expérience dans l'organisation et la réalisation des formations ;
- Faire preuve d'une bonne capacité d'exécution et d'autonomie, notamment dans l'engagement des pays;
- La maîtrise du français et une connaissance de base de l'anglais, oral et écrit ;
- Une maîtrise des outils informatiques notamment ceux dédiés à la communication et le suivi à distance;
- Avoir une bonne aptitude à travailler sous pression et en équipe ;

VI. MODE DE SELECTION DU CONSULTANT

Le consultant sera sélectionné suivant la méthode de Sélection de consultant individuel conformément au « *Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI)* » de la Banque mondiale, daté de juillet 2016 et révisé en novembre 2017 et en août 2018.

Candidatures

Les candidats intéressés devront fournir un CV détaillé faisant ressortir leur expérience pratique en lien avec les TDR de l'offre et une lettre de motivation dans laquelle il fera sa proposition pour les honoraires.

Les candidats doivent soumettre leurs propositions par courrier électronique à l'adresse : uicnsenegal@iucn.org